

Initiatives ministérielles

Or, cette année, ce déficit devrait être de l'ordre de 34 milliards de dollars. Si tous les membres de l'Alliance faisaient don au gouvernement de leur salaire de toute une année, cela ne représenterait qu'un septième du déficit. Il resterait beaucoup d'argent à trouver ailleurs. On est loin de s'attaquer au déficit de façon efficace, si c'est tout ce que nous faisons, et c'est là le seul effet de cette mesure. Dans le cas des membres de l'Alliance, il ne s'agit que d'une petite partie de la facture totale, plutôt que du montant global.

Ce n'est pas vraiment ce sur quoi je voulais m'arrêter. Au total, les salaires de tous les membres de l'Alliance représentent 4,8 milliards de dollars environ. Si tous ces gens obtenaient cette année une augmentation équivalente à l'inflation prévue qui, à ce stade-ci, est de l'ordre de 6 p. 100, il en coûterait 288 millions de dollars au gouvernement.

Or, à l'heure actuelle, nous dépensons 1,2 milliard de dollars pour maintenir nos troupes au sein de l'OTAN. Le président du Conseil du Trésor a-t-il envisagé d'accélérer le retrait de nos troupes de l'OTAN, qui devrait se faire en 1994 et 1995, afin de ramener un quart de cet argent au Canada dès cette année pour pouvoir ainsi faire face à une augmentation de 6 p. 100 même des salaires de ses employés. A-t-il pensé à cela, étant donné que les autorités soviétiques rapatrient leurs soldats le plus rapidement possible, sitôt qu'elles peuvent trouver les moyens de transport et les logements voulus. C'est là une possibilité.

J'ai juste une autre question, monsieur le président, et je laisserai ensuite le président du Conseil du Trésor répondre. Il y a une autre solution.

• (2010)

Selon Revenu Canada—Impôt, chaque année, la Couronne perd 1,2 milliard de dollars à cause d'une mauvaise application de la Loi de l'impôt sur le revenu. On ne peut que supposer que lorsque ce ministère a rendu cette nouvelle publique, il savait que les gens en entendraient parler et qu'ils se poseraient des questions, et c'est là une façon pour lui de demander au Conseil du Trésor d'approuver le recrutement d'un plus grand nombre de vérificateurs.

Ainsi, un tiers seulement de cette somme de 1,2 milliard de dollars suffirait pour accorder une augmentation de 6 p. 100 à tous les membres de l'Alliance de la Fonction publique et il nous resterait encore 12 millions de dollars; je voudrais donc savoir ceci: Le président du Conseil du Trésor a-t-il bel et bien reçu une demande du

ministère du Revenu national qui souhaitait engager davantage de vérificateurs, afin de récupérer une partie de cette somme et l'a-t-il rejetée ou n'a-t-il jamais reçu une requête en ce sens de ce ministère?

M. Loisel: Monsieur le Président, le député a présenté quelques propositions que je tenterai d'examiner.

Il parle de l'OTAN. Je ne veux pas entrer dans ce débat, mais je peux lui expliquer que si nous accélérons tout changement, comme il le sait très bien, pour la première année, cela nous coûtera probablement plus d'argent qu'à l'heure actuelle. Il est toujours difficile et coûteux d'effectuer pareille transformation. Alors, je ne crois pas que nous puissions réaliser des économies à ce chapitre.

Nous avons déjà indiqué, par contre, que nous opérons des changements en Europe; ils auront lieu aussi rapidement que possible. Nous pouvons dire qu'ils ont déjà été prévus.

Quant au ministère du Revenu national, nous lui avons effectivement accordé du personnel supplémentaire pour l'aider à mieux faire son travail et s'assurer que la loi est mieux appliquée. Mais je voudrais également lui rappeler que les députés de son parti nous parlent depuis quelque temps de faillites. C'est en grande partie la raison pour laquelle cet impôt sur le revenu est payable en théorie, mais que nous ne pouvons pas facilement le percevoir. Cette situation a des répercussions lorsque des entreprises ou des particuliers sont en difficulté et, partant, ne peuvent pas honorer leurs obligations. Nous avons donc accordé les ressources humaines supplémentaires et un budget à cette fin.

Dans le projet de loi qui sera déposé, s'il ne l'a pas été par mon collègue, le ministre des Finances, on prévoit des limites de dépense. Nous prévoyons des dépenses qui rapporteront des recettes supplémentaires et nous considérerons certainement cette possibilité, mais encore une fois, nous avons essayé d'avoir une organisation aussi efficace que possible. Nous avons tenté d'améliorer l'application de la loi, mais nous sommes à la fin d'une récession et, bien sûr, il n'est pas toujours facile de percevoir tout l'argent que les gens doivent au gouvernement.

M. Stupich: Monsieur le président, je remercie le ministre de ses réponses, mais je voudrais lui rappeler que, au moment de la publication du dernier rapport du Vérificateur général, il se plaignait encore du manque de vérificateurs et il faisait valoir qu'un vérificateur supplémentaire pouvait rapporter entre 375 et 750 millions selon son secteur d'investigation.